

# POLITIQUE

Bien que les contextes politiques internationaux soient extrêmement différents de part et d'autre du globe, on constate un décalage général des gouvernements du monde face aux décisions nécessaires pour garantir un climat viable dans le futur. Nos systèmes politiques sont-ils capables de répondre aux crises actuelles ?

## *Bilan des discussions et décisions internationales*

1979 - Création de la Conférence des parties (COP).

1988 - Création du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), avec pour but de réunir des scientifiques internationaux et de procéder à des évaluations régulières de l'état des connaissances sur le changement climatique.

1992 - Le Sommet de la Terre reconnaît officiellement l'existence du dérèglement climatique et la responsabilité humaine dans ce phénomène.

2015 - la COP21 aboutit à la signature de l'Accord de Paris (non-contraignant), qui entérine l'idée que la communauté internationale doit faire son possible pour maintenir le réchauffement climatique bien au-dessous de +2°C, et si possible à +1.5°C.

## *Echéances climatiques mondiales*

En octobre 2018, le rapport spécial du GIEC, commandé par la COP21, alarme sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de +1.5°C et appelle à un changement radical de nos modes de production et de consommation. Selon ce rapport, pour rester en deçà de +1.5°C et ne pas risquer de conséquences désastreuses, il faut stopper l'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre dès 2020. D'après un rapport du World Resources Institute, l'orientation n'est pas tenue actuellement

## *Inertie politique et mouvements sociaux*

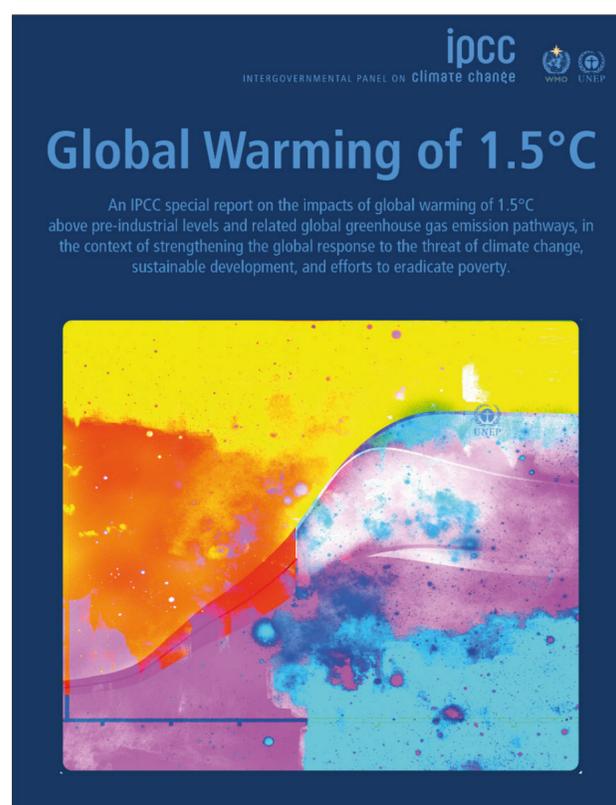
La lenteur des processus politiques ainsi que l'inertie de certains milieux induisent – y compris en Suisse où le Parlement n'a toujours pas ratifié de loi sur les émissions de CO<sub>2</sub> – des mouvements sociaux pour l'environnement qui se sont intensifiés depuis plus d'une année : c'est le cas du mouvement des Grèves pour le Climat (Fridays For Future), qui demande la déclaration d'urgence climatique, un bilan carbone neutre en 2030 et la justice climatique ; ou encore du mouvement Extinction Rebellion qui tente d'alarmer la population

et les gouvernements sur l'urgence climatique en cours, en utilisant la désobéissance civile. Ces mouvements cherchent à informer la population sur les risques et à réveiller les institutions politiques.

## *Quels futurs possibles?*

Certain·e·s scientifiques et philosophes s'inquiètent des risques de dérives politiques suscitées par la peur, tels que des gouvernements autoritaires et fascistes. Heureusement, de nombreux mouvements élaborent des réponses solidaires et humaines face à la situation. C'est aussi ce que nous essayons de faire à travers le festival AlternatYv.

De multiples théories et philosophies politiques s'axent sur les crises environnementale et proposent des changements radicaux pour des modèles de société plus en phase avec la situation: Décroissance, écosocialisme, écoféminisme, écologie intégrale, écologie profonde... D'autres mouvements visent plutôt à adapter le système existant sans remise en question globale, approche dont les limites sont régulièrement pointées par les milieux écologistes.



## POUR ALLER PLUS LOIN

- [www.compteco2.com/article/historique-cop-conference-des-parties/](http://www.compteco2.com/article/historique-cop-conference-des-parties/)
- Rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C (illustration)
- Le catastrophisme écologique contre la démocratie, Antoine Chollet et Romain Felli

*Quels systèmes politiques imaginez-vous pour mieux faire face aux crises écologiques?*